

AVERTISSEMENT TRÈS IMPORTANT

Pour approfondir votre recherche, pour remplir une demande de consultation de documents dont l'accès est soumis à une autorisation ou à une dérogation, la consultation de l'*État sommaire des fonds d'hommes politiques entrés par voie extraordinaire (série AJ)* n'est pas suffisante. Il est indispensable que vous [consultiez aussi au préalable les inventaires et répertoires plus détaillés](#).

Ils sont consultables soit en ligne (voir la rubrique « [Inventaires et répertoires en ligne](#) »), soit en salle des inventaires des Archives nationales (site de Paris).

Les demandes de consultation rédigées uniquement à partir de l'*État sommaire* risquent de vous être retournées, afin que vous précisiez votre recherche.

ÉTAT SOMMAIRE DES FONDS D'ARCHIVES D'HOMMES POLITIQUES ENTRÉS PAR VOIE EXTRAORDINAIRE SÉRIE AJ

[État mis à jour à la date du 20 juin 2009](#)

Archives nationales (site de Paris)

Section du XX^e siècle

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Chaque notice de fonds comprend :

- la cote du fonds dans la série AJ (archives publiques entrées par voie extraordinaire) ;
- l'intitulé du fonds ou de la collection : titre forgé sur le nom de son producteur ;
- les dates extrêmes des documents ;
- l'importance matérielle du fonds (nombre d'unités de conditionnement, suivi des cotes extrêmes et du métrage linéaire) ;
- les modalités d'entrée : statut juridique et date(s) d'entrée ;
- les conditions d'accès : accès libre ou dispositions restreignant l'accès au fonds ; la communication des documents publics contenus dans les fonds d'hommes politiques de la série AJ obéit aux délais fixés par la loi du 15 juillet 2008 sur les archives ;
- le cas échéant, les conditions de reproduction : toute restriction à la reproduction de l'unité de description ; elles sont systématiquement indiquées lorsqu'un fonds (ou une partie de celui-ci) est en libre communication, mais que sa reproduction est soumise à autorisation ou à dérogation, voire interdite ; en revanche, afin de ne pas alourdir les notices, il a été considéré que toute restriction des conditions d'accès d'un fonds (sur autorisation ou sur dérogation) donnait *ipso facto* lieu à l'application des conditions de reproduction restrictives correspondantes, sans qu'il soit pour autant nécessaire de l'indiquer ;
- la référence de l'instrument de recherche disponible ou, à défaut, la mention « fonds non classé » ;
- une notice biographique, présentant le producteur du fonds, afin de situer les documents dans leur contexte et de les rendre plus intelligibles ;
- l'historique de la conservation : renseignements importants sur l'histoire du fonds contribuant à son interprétation et prouvant son authenticité et son intégrité ;
- la présentation du contenu sous la forme du plan de classement du fonds, ou, à défaut, d'un récolement sommaire sans classement préalable ;
- les sources complémentaires ayant un lien de provenance avec le fonds ou conservées à la section. Cette rubrique ne prétend aucunement à l'exhaustivité ;
- la bibliographie : il s'agit des ouvrages ou articles utilisés pour la rédaction de la notice biographique. Cette bibliographie a donc une portée limitée : les ouvrages cités sont très souvent des usuels que chacun peut aisément consulter.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

arr.	arrondissement
cant.	canton
<i>circa</i>	vers
comm.	commune
dact.	dactylographié
env.	environ
état somm.	état sommaire
inv. anal.	inventaire analytique
l.a.s.	lettre autographe signée
ms.	manuscrit
n°	numéro
p.	page
rép. num.	répertoire numérique
s.	siècle
s. d.	sans date
t.	tome
vol.	volume

FONDS JEAN-RENÉ BERNARD

Dates extrêmes : 1949-2003.

Importance matérielle : 64 cartons (86/AJ/1-163) ; 8,50 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : protocole de remise de Monsieur Jean-René Bernard, 24 mai 2002 et 17 décembre 2005.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du XX^e siècle.

Instrument de recherche : Rép. num. dact., par P. Geneste, Paris, Archives nationales, 2002, 23 p. intégré dans *Archives de la présidence de la République. Georges Pompidou. 1969-1974*. Rép. num. détaillé imprimé, par S. Bula, J. Irigoin et C. Obert, Paris, Archives nationales – Documentation française, 1996, 271 p., complété par P. Geneste et C. Noulet, Centre historique des Archives nationales, 2006 (édition électronique).

Notice biographique.

Né en 1932, Jean-René Bernard entre à l'École nationale d'administration en 1956 après une brillante scolarité à l'Institut d'études politiques. En 1958, il est nommé inspecteur des Finances. Son rapide passage en 1962 au cabinet de Pierre Sudreau, ministre de l'Éducation nationale n'est pas ici évoqué. En revanche, le travail réalisé au cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre, en tant que chargé de mission pour les questions économiques et financières (1962-1968) est largement décrit. La nomination de Maurice Couve de Murville comme Premier ministre le 21 juillet 1968 provoque le départ de Jean-René Bernard de Matignon et son rattachement au cabinet de Robert Boulin, ministre de l'Agriculture (automne 1968-hiver 1968-1969). Lorsque Georges Pompidou est élu à la Présidence de la République, Jean-René Bernard est rappelé à ses côtés comme conseiller technique pour les affaires économiques et financières et pour les affaires européennes au secrétariat général de la Présidence de la République (1969-1973) puis secrétaire général adjoint de la Présidence de la République (1973-1974). Il occupe aussi entre 1967 et 1977 les fonctions de secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Il est ensuite nommé ambassadeur au Mexique (1977-1982), président directeur général du Crédit industriel et commercial de Paris (1987-1989), ambassadeur aux Pays-Bas (1989-1993) puis sous-gouverneur du Crédit foncier de France (1994-1996). Il est membre du Conseil de la politique monétaire et du Conseil général de la Banque de France (janvier 1997-janvier 2006).

Historique de la conservation.

Le colloque organisé par l'Association Georges-Pompidou les 15 et 16 novembre 2001 au Conseil économique et social sur le thème "Georges Pompidou face à la mutation économique de l'Occident, 1969-1974" a été l'occasion de provoquer le versement des archives de Jean-René Bernard, ancien secrétaire général adjoint de la Présidence de la République (1973-1974) et ainsi de compléter les archives présidentielles de Georges Pompidou conservées aux Archives nationales (5/AG/2). Ce fonds avait été remis quelques mois plus tôt par Jean-René Bernard à l'Association Georges-Pompidou dans le cadre de la collecte de témoignages oraux qu'elle a mise en place. Moins de deux ans après, la remise aux Archives nationales

par le biais d'un protocole signé par l'intéressé est effective. Le fonds retrace plus de vingt ans de la carrière publique du conseiller économique de Georges Pompidou.

Présentation du contenu.

- 86 AJ 1-15. Archives privées (1949-2003).
- 86 AJ 16-158. L'homme public (1962-1996).
 - 16. Inspecteur des Finances (1962-1996).
 - 17-88. Conseiller technique au cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre, et Secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1962-1977).
 - 89. Conseiller technique au cabinet de Robert Boulin, ministre de l'Agriculture (1968).
 - 90-153. Conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1969-1973).
 - 154-158. Secrétaire général adjoint de la présidence de la République (1973-1974).
 - 159-162. Ambassadeur de France au Mexique (1979-1982).
- 86 AJ 163. Le témoin (1998).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5/AG/2, les archives de la présidence de la République sous Georges Pompidou, de juin 1969 à avril 1974, dans lesquelles se trouvent certains dossiers produits par Jean-René Bernard dans ses fonctions élyséennes. Par ailleurs, l'enregistrement du témoignage oral de Jean-René Bernard est conservé dans la série AV.

Bibliographie.

Annuaire diplomatique et consulaire.
Annuaire général du ministère de l'Économie et des Finances.
Who's who ?

FONDS MICHEL BRUGUIÈRE

Dates extrêmes : 1966-1980.

Importance matérielle : 32 cartons (87/AJ/1-47) ; 4 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : remise de Marianne Bastid-Bruguière, 31 janvier 1996 et 6 juin 1997.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du xx^e siècle.

Instrument de recherche : Rép. num. détaillé dact., par C. Noulet, Paris, Archives nationales, 2002, 10 p. intégré dans *Archives de la présidence de la République. Georges Pompidou. 1969-1974*. Rép. num. détaillé imprimé, par S. Bula, J. Irigoien et C. Obert, Paris, Archives nationales – Documentation française, 1996, 271 p., complété par P. Geneste et C. Noulet, Centre historique des Archives nationales, 2006 (édition électronique).

Notice biographique.

Né en 1938 à Toulouse, Michel Bruguière fait ses études au lycée Pierre-de-Fermat puis, à Paris, au lycée Louis-le-Grand et à l'École normale supérieure. Agrégé d'histoire et diplômé de l'École pratique des Hautes études, il entre à la fondation Thiers en 1966 avant de rejoindre rapidement le cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. En 1968, lors de la nomination de Maurice Couve de Murville, il demeure conseiller technique au cabinet du Premier ministre. Il participe l'année suivante à la campagne électorale de Georges Pompidou qui, devenu président de la République, le nomme chargé de mission puis conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République pour suivre les questions liées à la jeunesse et au sport, au tourisme, à la francophonie, aux anciens combattants et aux commerçants et artisans. Après 1974, il reste attaché au domaine de la francophonie et devient rapporteur du Haut comité de la langue française. Il mène parallèlement une carrière politique d'élu local en Normandie : maire adjoint de Mortagne-au-Perche (1971-1977) puis du Mage (1977-1989) et conseiller général de l'Orne. Il décède en 1994.

Historique de la conservation.

Le décès de Michel Bruguière a entraîné la remise aux Archives nationales de ses archives publiques quelques mois plus tard par son épouse. La publication de l'inventaire des archives de la présidence de la République sous Georges Pompidou était alors trop avancée pour qu'elles y soient intégrées. Elles le furent dans la version électronique mis en ligne en 2006.

Présentation du contenu.

- 87 AJ 1-3. Chargé de mission au cabinet de Georges Pompidou et Maurice Couve de Murville, Premiers ministres (1966-1969).
- 87 AJ 4-13. Chargé de mission puis conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1969-1974).
- 87 AJ 14-17. Rapporteur général du Haut Comité de la langue française (1974-1979).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5/AG/2, les archives de la présidence de la République sous Georges Pompidou, de juin 1969 à avril 1974, dans lesquelles se trouvent certains dossiers produits par Michel Bruguière dans ses fonctions élyséennes.

Bibliographie.

Who's who ?

FONDS MICHEL JOBERT

Dates extrêmes : 1963-1973.

Importance matérielle : 6 cartons (89/AJ/1-14) ; 0,80 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : protocole de remise de Monsieur Marc Jobert, 29 janvier 2003 (en cours d'accroissement).

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du XX^e siècle.

Instrument de recherche : Rép. num. détaillé dact., par P. Geneste, Paris, Archives nationales, 2004, 9 p. intégré dans *Archives de la présidence de la République. Georges Pompidou. 1969-1974*. Rép. num. détaillé imprimé, par S. Bula, J. Irigoien et C. Obert, Paris, Archives nationales – Documentation française, 1996, 271 p., complété par P. Geneste et C. Noulet, Centre historique des Archives nationales, 2006 (édition électronique).

Notice biographique.

Né en 1921, Michel Jobert fit ses études au Maroc, aux lycées de Rabat et de Meknès avant d'être diplômé de l'École libre des sciences politiques puis de l'École nationale d'administration, en 1948. Auditeur à la Cour des comptes, il entre dans les cabinets ministériels en 1952. Il travaille auprès de Pierre Abelin, ministre des Finances, de Paul Bacon, ministre du Travail et de la Sécurité sociale et de Pierre Mendès France, alors Président du Conseil. En 1956, il est nommé directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Afrique occidentale française. Trois ans plus tard, il devient directeur de cabinet de Robert Lecourt. C'est en 1963, à l'âge de 42 ans, qu'il entre au cabinet de Georges Pompidou, comme directeur adjoint puis, à partir de 1966, comme directeur. Il accompagne Georges Pompidou durant sa courte traversée du désert entre juillet 1968 et juin 1969, ce qui lui vaut d'être nommé, après l'élection présidentielle de 1969, secrétaire général de la Présidence de la République. En 1973, Georges Pompidou le nomme ministre des Affaires étrangères. Un an plus tard, il fonde le Mouvement des démocrates et réintègre la Cour des comptes avant d'être nommé en 1981 ministre du Commerce extérieur dans le gouvernement de Pierre Mauroy.

Historique de la conservation.

Le fonds de Michel Jobert ne concerne, à l'heure actuelle, que sa période pompidolienne, entre 1963 et 1973. Remis dans un premier temps, en 1999, à l'Association Georges-Pompidou dans le cadre de la collecte de témoignages oraux mise en place à partir de 1993, il entre en 2002 aux Archives nationales par le biais d'un protocole signé par le fils de l'intéressé, qui a parallèlement entrepris de traiter avec la section du XX^e siècle l'ensemble des dossiers produits par son père au cours de sa carrière publique.

Présentation du contenu.

89 AJ 1. Archives privées (1968-1971).

- 89 AJ 2-4. Directeur adjoint puis directeur de cabinet de Georges Pompidou (1963-1969).
- 89 AJ 5-14. Secrétariat général de la présidence de la République (1969-1973).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5/AG/2, les archives de la présidence de la République sous Georges Pompidou, de juin 1969 à avril 1974, dans lesquelles se trouvent certains dossiers produits par Michel Jobert dans ses fonctions élyséennes. Par ailleurs, l'enregistrement du témoignage oral de Michel Jobert est conservé dans la série AV.

Bibliographie.

MALIROIS (Maximilien), « Hommage à Michel Jobert, un Européen d'avenir », *L'esprit européen, revue indépendante de débat et d'intérêt général européen* (en ligne).
Who's who ?

FONDS PHILIPPE LETTÉRON

Dates extrêmes : 1960-2001.

Importance matérielle : 190 cartons (90/AJ/1-200) ; 20 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : protocole de remise de Monsieur Philippe Lettéron, 26 février 2003.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du xx^e siècle.

Instrument de recherche : Rép. num. dact., par P. Geneste, Paris, Archives nationales, 2007, 9 p.

Notice biographique.

Né en 1935, Philippe Lettéron est diplômé de l'ESSEC. Il est remarqué très tôt par Jacques Foccart, secrétaire général pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches de la présidence de la République. Ce dernier l'envoie successivement au Congo (1963-1966), au Tchad (1967-1968) et au Gabon (1968-1981) au titre de la coopération comme conseiller politique des gouvernants de ces États (Alphonse Massamba-Débat, François Tombalbaye et Omar Bongo). Son expérience lui vaut de servir comme conseiller officieux au sein des cabinets des ministres de la Coopération Bernard Debré, Jacques Godfrain et Charles Josselin (1993-2000). Il est ensuite attaché parlementaire de Robert Pandraud. Il décède en 2007.

Historique de la conservation.

La valorisation du fonds du secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches de la présidence de la République après le décès de Jacques Foccart a entraîné la collecte de cet ensemble de dossiers produits par un conseiller officieux de la République, placé auprès de chefs d'État africains influents, quelques mois avant son décès.

Présentation du contenu.

- 90 AJ 1. Secrétariat général pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches de la présidence de la République (1969-1974).
- 90 AJ 2. Ministère de la Coopération (1994-2000).
- 90 AJ 3-11. Politique générale africaine (1966-2001).
- 90 AJ 12-16. Politique générale arabe (1971-2000).
- 90 AJ 17-18. Pétrole et matières premières (1969-2000).
- 90 AJ 19-27. Coopération (1965-1992).
- 90 AJ 28-194. Dossiers par pays (1960-2001).
 - 28-30. Europe (Espagne et Portugal).
 - 31-161. Afrique subsaharienne.
 - 162-175. Afrique du Nord.
 - 176-187. Moyen-Orient.
 - 188-190. Océan indien.
 - 191-194. DOM-TOM (Djibouti et Madagascar).

90 AJ 195-200. Documentation (1970-1974).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous les cotes 5/AG/FPU et FPR, les archives du secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches de la présidence de la République de 1958 à juin 1974, source fondamentale des relations franco-africaines subsahariennes sous les Présidences du général de Gaulle et Georges Pompidou.

Bibliographie.

FOCCART (Jacques), *Foccart parle*, entretiens avec Philippe GAILLARD, Paris, Fayard-Jeune Afrique, 1995, p. 308-309.

FONDS PIERRE SUDREAU

Dates extrêmes : 1940-1996.

Importance matérielle : 39 cartons (91/AJ/39) ; 4 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : don de Monsieur Pierre Sudreau, juin 2002.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section des archives privées.

Instrument de recherche : Rép. num. détaillé dact., par P. Gillet, Paris, Archives nationales, 2004, 31 p.

Notice biographique.

Pierre Sudreau est né à Paris en 1919. Après des études de droit et de sciences politiques, il est mobilisé en novembre 1939 et affecté à l'École de l'Air, repliée en mai 1940 à Bordeaux-Mérignac. Après l'armistice de 1940, il entre dans la Résistance au sein du réseau Brutus. Arrêté en novembre 1943, il est torturé et déporté à Buchenwald. À son retour en France, il est nommé sous-préfet et devient rapidement directeur général adjoint du SDECE, directeur de l'administration et des affaires générales de la Sûreté nationale et directeur des services financiers et du contentieux du ministère de l'Intérieur. Il est ensuite nommé préfet du Loir-et-Cher (1951-1955). De 1955 à 1958, il est commissaire à la Construction et à l'Urbanisme de la Région parisienne. Après le retour du général de Gaulle au pouvoir, il devient ministre de la Construction (mai 1958-avril 1962) avant d'être un éphémère ministre de l'Éducation (avril-octobre 1962). Opposé au projet de référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel, il démissionne. Député du Loir-et-Cher (1967-1981), ce centriste pro-européen est élu maire de Blois (1971-1989) et président de la Région Centre (1976-1979). Il est également l'auteur d'un rapport sur la réforme de l'entreprise (février 1975) demandé par le Président Giscard d'Estaing.

Historique de la conservation.

Au soir de sa vie, Pierre Sudreau a remis aux Archives nationales l'ensemble des dossiers qu'il a conservé tout au long d'une riche carrière au service de l'État. Auparavant coté dans la série AP, ce type de fonds composé majoritairement de documents publics est désormais intégré dans la série AJ, fonds publics entrés par voie extraordinaire.

Présentation du contenu.

91 AJ 1-15. Archives privées (1964-1996).

91 AJ 16-38. L'homme public (1962-1996).

16. Directeur général adjoint du SDECE (1946).

17. Préfet du Loir-et-Cher (1951-1955).

18-25. Commissaire à la Construction et à l'Urbanisme de la Région parisienne puis ministre de la Construction (1955-1962).

26. Ministre de l'Éducation nationale (avril-octobre 1962).

27-37. Président du Comité d'étude pour la réforme de l'entreprise (1974-

1975).

38. Président de la Région Centre (1976-1979).

91 AJ 39. Archives d'André Pélabon, directeur général de la Sûreté nationale (1940-1974).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous les cotes 5/AG/1 à 5/AG/3, les archives de la présidence de la République du général de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing, dans lesquelles se trouvent certains dossiers relatifs à l'aménagement du territoire et au monde de l'entreprise.

Bibliographie.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets (1870-1982)*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 512.

RIMBAUD (Christiane), *Pierre Sudreau, un homme libre*, Paris, Le Cherche-Midi, 2004.
Who's who ?

FONDS PIERRE LELONG

Dates extrêmes : 1962-1974.

Importance matérielle : 2 cartons (92/AJ/1-3) ; 0,30 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : protocole de remise de Monsieur Pierre Lelong, 23 mars 2005.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du xx^e siècle.

Instrument de recherche : Rép. num. détaillé dact., par P. Geneste, Paris, Archives nationales, 2005, 4 p. intégré dans *Archives de la présidence de la République. Georges Pompidou. 1969-1974*. Rép. num. détaillé imprimé, par S. Bula, J. Irigoien et C. Obert, Paris, Archives nationales – Documentation française, 1996, 271 p., complété par P. Geneste et C. Noulet, Centre historique des Archives nationales, 2006 (édition électronique).

Notice biographique.

Pierre Lelong est né à Paris en 1931. D'abord administrateur civil au ministère des Finances, il entre en 1962 au cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre, en tant que chargé de mission. Conseiller référendaire à la Cour des comptes (1965) puis directeur du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (1967-1968), il est élu député du Finistère en 1968. En 1974, il entre dans le gouvernement de Jacques Chirac au poste de secrétaire d'État aux Postes et Télécommunications. En 1975, il réintègre la Cour des comptes. Il est élu maire de Tréfléz (Finistère) deux ans plus tard et le reste jusqu'en 1997. De 1999 à 2005, il préside la commission consultative du secret de la Défense nationale avant d'être nommé président de la commission des marchés publics de l'État.

Historique de la conservation.

Le colloque organisé par l'Association Georges-Pompidou en 2007 à Aurillac sur le thème "Georges Pompidou et l'agriculture" a été l'occasion de provoquer le versement des archives de Pierre Lelong, ancien chargé de mission au cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. Ces archives ont fait l'objet d'un tri et d'un classement méticuleux par l'intéressé dont le fonds pourrait être complété par ses dossiers de secrétaire d'État aux Postes et Télécommunications (1974-1975).

Présentation du contenu.

- 92 AJ 1. Chargé de mission au cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre (1962-1967).
- 92 AJ 2. Directeur du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles [FORMA] (1967-1968).
- 92 AJ 3. Député du Finistère (1968-1974).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous les cotes 5/AG/1 et 5/AG/2, les archives de la présidence de la République sous le général de Gaulle et sous Georges Pompidou, dans lesquelles se trouvent certains dossiers relatifs à l'agriculture. Par ailleurs, l'enregistrement du témoignage oral de Pierre Lelong est conservé dans la série AV.

Bibliographie.

Annuaire général du ministère de l'Économie et des Finances.
Who's who ?

FONDS PHILIPPE SAUZAY

Dates extrêmes : Avril 1974-mai 1981.

Importance matérielle : 10 cartons (95/AJ/1-14) ; 1 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : protocole de remise de Monsieur Philippe Sauzay, 22 novembre 2007 (en cours d'accroissement).

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du XX^e siècle.

Instrument de recherche : Rép. num. détaillé dact., par P. Geneste, Paris, Archives nationales, 2008, 7 p.

Notice biographique.

Philippe Sauzay est né en 1936 à Bône (Algérie). Après des études au lycée Lakanal de Sceaux et au lycée Michelet de Vanves, il obtient licence en droit et le diplôme d'études supérieures de droit public. Il entre à l'École nationale d'administration en 1961. Deux ans plus tard, il est administrateur civil au ministère de l'Intérieur puis entre au cabinet d'André Malraux, ministre des Affaires culturelles. Après un passage à la préfecture du Doubs (1969-1970), Valéry Giscard d'Estaing l'appelle comme membre au sein de son cabinet du ministère de l'Économie et des Finances. En 1974, il devient chef de cabinet de la Présidence de la République où il reste jusqu'en 1978. Nommé préfet de la Sarthe, il devient préfet hors cadre en 1981. Après la défaite aux élections présidentielles, Valéry Giscard d'Estaing lui demande de diriger son cabinet installé d'abord au 6, rue de Marignan, à l'été 1981, au 19, rue François I^{er} et enfin au 199, boulevard Saint-Germain. En 1986, il devient membre du Conseil d'État.

Historique de la conservation.

L'ancien chef de cabinet du Président Giscard d'Estaing a joué un rôle considérable dans le traitement des archives présidentielles à l'Élysée et la reconnaissance de leur statut public. Très attaché à Valéry Giscard d'Estaing et attentif à la préparation de l'inventaire des archives de la Présidence giscardienne par les Archives nationales, il a remis en 2007 les quelques dossiers qu'il avait conservés par devers lui, la plupart ayant été versée en mai 1981. Cet ancien collaborateur d'André Malraux souhaite compléter son fonds par les dossiers produits au ministère des Affaires culturelles à la fin des années soixante.

Présentation du contenu.

- 95 AJ 1. La campagne du candidat Giscard d'Estaing aux élections présidentielles (1974).
- 95 AJ 2-11. L'homme public (1962-1996).
 - 2-3. Chef de cabinet du président de la République (1974-1978).
 - 4-11. Préfet de la Sarthe (1978-1981).
- 95 AJ 12-14. La campagne du candidat Giscard d'Estaing aux élections présidentielles (1981).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5/AG/3, les archives de la présidence de la République sous Valéry Giscard d'Estaing, de mai 1974 à mai 1981, dans lesquelles se trouvent certains dossiers produits par Philippe Sauzay dans ses fonctions élyséennes. Par ailleurs, le Président Giscard d'Estaing a constitué un fonds personnel coté 500/AJ, composé notamment de dossiers gérés par Philippe Sauzay entre 1970 et 1974 puis entre 1981 et 1988.

Philippe Sauzay a également versé aux Archives nationales divers témoignages oraux ainsi qu'une quinzaine de films réalisés en tant que chef de cabinet du président de la République et conservés dans la série AV.

Bibliographie.

BARGETON (René), *Dictionnaire biographique des préfets (1870-1982)*, Paris, Archives nationales, 1994, p. 495.

GENESTE (Pascal), assisté de CHATELAIN (Violaine) et VITALI (Gabrièle), *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing. 1974-1981*, Paris, Archives nationales, Somogy éditions d'art, 2007, 707 p.

Who's who ?

FONDS JEAN LETOURNEAU

Dates extrêmes : 1918-1986.

Importance matérielle : 24 cartons (96/AJ/1-27) ; 3,25 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : protocole de remise de Mesdames Madeleine Mauduit, Geneviève Taverne et Claire Desaubliaux, 15 juin 2008.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du XX^e siècle.

Instrument de recherche : Rép. num. détaillé dact., par A. Meissonnier, sous la direction de P. Geneste, Paris, Archives nationales, 2009, 20 p.

Notice biographique.

Jean Letourneau est né au Lude dans la Sarthe en 1907. Licencié de droit en 1931, il occupe plusieurs fonctions dans des banques avant de devenir président de la Compagnie française des charbonnages de Dakar. Il fait parallèlement œuvre de journaliste, rédigeant des articles de politique internationale dans des journaux démocrates-chrétiens (*Petit Démocrate*, *La Croix* et *L'Aube*). Il entre dès 1940 dans la Résistance et travaille au sein du mouvement Liberté à partir de janvier 1941. Son engagement politique et journalistique avant la guerre et les contacts établis durant cette période le lance sur la scène publique à la Libération : il intègre le comité directeur du Mouvement républicain populaire (MRP), et devient membre du Gouvernement provisoire de la République française en tant que directeur général de la Presse au sein du ministère de l'Information (septembre 1944-novembre 1945). Il multiplie ensuite les postes ministériels (ministre des PTT de janvier à novembre 1946, ministre du Commerce de janvier à mai 1947, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme de mai à novembre 1947, ministre de la France d'Outre-mer d'octobre 1949 à juin 1950 et ministre de l'Information en juillet 1950) avant de devenir pour trois ans ministre des Relations avec les États associés, c'est-à-dire le Vietnam, le Laos et le Cambodge, pays constitutifs de l'Indochine française. Il le restera avec une étonnante stabilité durant six gouvernements successifs jusqu'au 28 juin 1953. Le règlement du conflit indochinois scelle son sort ministériel ; il se consacre alors exclusivement à ses fonctions de député MRP de la Sarthe, de conseiller général et de maire de Chevillé (1953-1963) tout en continuant à s'exprimer sur l'Indochine et plus généralement sur le problème colonial français. Il décède en 1986.

Historique de la conservation.

Comme beaucoup de ministres avant le vote de la loi sur les archives de 1979, Jean Letourneau avait conservé ses archives par devers lui. Contacté par Jean Favier au moment de l'élaboration d'un *Guide des papiers des ministres et secrétaires d'État (1870-1974)*, Jean Letourneau avait souhaité classer lui-même son fonds. La mort l'empêcha de poursuivre sa tâche et l'ensemble fut remis aux Archives nationales vingt ans plus tard, suite aux contacts établis entre la section du XX^e siècle et les filles de Jean Letourneau.

Présentation du contenu.

- 96 AJ 1-3. Archives privées (1918-1986).
96 AJ 4-20. Les fonctions publiques (1944-1953).
4. Le directeur général de la Presse au ministère de l'Information (1944-1945).
5. Le ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (1947).
6. Le président de la délégation française à la Conférence des Nations unies pour la liberté de la presse et de l'information (1948).
7-8. Le président de la délégation française au Congrès des chambres de commerce franco-italiennes et à la Conférence pour l'Union douanière franco-italienne (1948-1949).
9. Le ministre de la France d'Outre-mer (1949-1950).
10-20. Le ministre d'État chargé des Relations avec les États associés d'Indochine (1950-1953).
96 AJ 21. Le député de la Sarthe (1945-1956).
96 AJ 22-23. L'homme de presse (1937-1984).
96 AJ 24. Le militant démocrate chrétien (1954-1986).
96 AJ 25-26. L'Indochine et les colonies (1953-1984).
96 AJ 27. Photographies

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 4/AG, les archives de la présidence de la IV^e République.

Le fonds du ministère des Relations avec les États associés est conservé aux Archives diplomatiques.

Bibliographie.

GAIGNARD (Michel), *Jean Letourneau (1907-1986) : député et ministre sarthois*, maîtrise d'histoire, Le Mans, 2003.

GUITTON (Jean) et DANNEMÜLLER (Jean), « Hommage à Jean Letourneau », *Bulletin des amis de Georges Bidault*, 1988, n° 2, p. 15-32.

FONDS CHRISTIAN FOUCHET

Dates extrêmes : 1911-1974.

Importance matérielle : 59 cartons (97/AJ/1-65) ; 7 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : protocole de remise de Madame Colette Fouchet, 4 juillet 2008, 27 janvier et 7 février 2009.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du XX^e siècle.

Instrument de recherche : Rép. num. détaillé dact., par A. Cartier et P. Geneste, Paris, Archives nationales, 2009, 29 p.

Notice biographique.

Christian Fouchet est né en 1911 à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise). Licencié en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques, il se destine ensuite à une carrière militaire (École de l'Air). Résistant de la première heure, il gagne Londres dès le 17 juin 1940 et s'engage comme parachutiste dans les Forces françaises libres. En 1944, il obtient ses premières missions diplomatiques, en Russie tout d'abord où il est nommé secrétaire de l'ambassade de France à Moscou, puis en Pologne, au début 1945, où il obtient le poste de délégué de la République française auprès du gouvernement provisoire polonais à Lublin. En 1946, il est envoyé aux Indes comme consul général de France à Calcutta. À son retour en France en 1947, il se fait mettre en disponibilité par le Quai d'Orsay et devient membre du conseil de direction du RPF. Secrétaire administratif du mouvement dans un premier temps, puis délégué général pour la Région parisienne, il intervient également fréquemment sur les problèmes d'Afrique du Nord et d'Indochine. En juin 1954, il accepte le poste de ministre des Affaires marocaines et tunisiennes que lui propose le nouveau Président du Conseil, Pierre Mendès France. Il négocie l'autonomie interne de la Tunisie et quitte ses fonctions en février 1955. Entre 1958 et septembre 1962, il est ambassadeur de France au Danemark. Parallèlement, à la demande du général de Gaulle, il préside le comité chargé d'étudier le projet d'union politique de la Communauté économique européenne, donné sans suite, aussi connu comme les « Plans Fouchet ». Après les accords d'Évian (19 mars 1962), il est nommé au poste délicat de Haut commissaire en Algérie avant de revenir en métropole comme ministre délégué auprès du Premier ministre Georges Pompidou, chargé de l'Information. En septembre 1962, il devient ministre de l'Éducation nationale, poste qu'il occupe jusqu'en avril 1967. Il est alors nommé ministre de l'Intérieur. Il quitte la place Beauvau le 31 mai 1968. Élu député UD-V^e de Meurthe-et-Moselle en 1967, il poursuit alors sa carrière législative en 1968 sous les couleurs de l'UDR avant de fonder en 1971 son propre parti, le Mouvement pour l'Avenir du Peuple Français. Réélu député aux élections législatives de 1973, Christian Fouchet décède d'une crise cardiaque à Genève le 11 août 1974 après avoir été un éphémère candidat aux élections présidentielles.

Historique de la conservation.

Comme beaucoup de ministres avant le vote de la loi sur les archives de 1979, il semble que Christian Fouchet ait emporté avec lui l'essentiel de ses dossiers lorsqu'il quittait ses

fonctions. Conservés à son domicile, ils l'ont vraisemblablement suivi au cours de ses déménagements. À sa mort, en 1974, son épouse a pris contact avec les Archives nationales mais le versement ne s'est pas fait. Le fonds n'a été remis qu'en juillet 2008 aux Archives nationales suite aux contacts établis entre la section du XX^e siècle et Madame Colette Fouchet.

Présentation du contenu.

- 97 AJ 1-9. Archives privées (1911-1974).
- 97 AJ 10-47. Les activités publiques (1942-1974).
 - 10. Les premières missions diplomatiques à Alger, Moscou, Lublin et Calcutta (1942-1947).
 - 11-29. Le ministre des Affaires marocaines et tunisiennes.
 - 30-33. L'ambassadeur de France au Danemark.
 - 34-35. Le Haut-commissaire de la République en Algérie.
 - 36. Le ministre délégué à l'Information auprès du Premier ministre.
 - 37-44. Le ministre de l'Éducation nationale.
 - 45-47. Le ministre de l'Intérieur.
- 97 AJ 48-55. Le militant et député gaulliste.
 - 48-49. Le Rassemblement du Peuple français.
 - 50. L'Union pour la défense de la République.
 - 51. Le Mouvement pour l'Avenir du Peuple français.
 - 52-55. Les campagnes électorales et l'action locale.
- 97 AJ 56. Réflexions sur l'Europe.
- 97 AJ 57-60. Mémoires et témoignages.
- 97 AJ 61-65. Photographies.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous les cotes 4/AG, 5/AG/1 et 5/AG/2, les archives de la présidence de la République de Vincent Auriol à Georges Pompidou. On y trouvera par ailleurs le dossier des Renseignements généraux relatif à Christian Fouchet coté F 7 / 15497A.

Le fonds du ministère des Affaires marocaines et tunisiennes est conservé aux Archives diplomatiques.

Bibliographie.

Espoir, n° 45, décembre 1983.

FONDS MICHEL DEBRÉ

Dates extrêmes : 1945-1968.

Importance matérielle : 1 carton (98/AJ/1-2) ; 0,10 mètre linéaire.

Modalités d'entrée : revendication de la direction des Archives de France, 18 décembre 2008.

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du xx^e siècle.

Instrument de recherche : Inventaire analytique dact., par P. Geneste, Paris, Archives nationales, 2009, 4 p.

Notice biographique.

Fils du professeur de médecine Robert Debré, Michel Debré est né en 1912. Il fait des études de droit avant d'entrer en 1934 au Conseil d'État où il découvre « une conception de l'État à la fois nationale, tolérante et démocratique » (*Mémoires*). Durant la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans la Résistance intérieure, devenant en 1943 l'adjoint du délégué en France du gouvernement de Londres puis d'Alger. À la Libération, le général de Gaulle lui confie la réforme administrative et notamment l'établissement du statut de l'École nationale d'administration. Fidèle au Général, il le suit dans sa « traversée du désert » et ne participe à aucun gouvernement de la IV^e République. Sénateur de 1948 à 1958, il œuvre pour le retour de celui qui personnifie « une certaine idée de la France ». Revenu au pouvoir en mai 1958, le Président du Conseil Charles de Gaulle le nomme garde des Sceaux. À ce poste, il participe activement à l'élaboration de la Constitution de la V^e République qu'il met en application comme Premier ministre de 1959 à 1962. Par la suite, il a la charge de plusieurs ministères (Économie et Finances, Affaires étrangères puis Défense nationale). Il n'a plus de fonctions gouvernementales après 1973 et devient maître des requêtes honoraire au Conseil d'État en 1974. Il reste cependant attaché à la vie politique, puisqu'il siège à l'Assemblée nationale, jusqu'en 1988, comme député de La Réunion. Il est par ailleurs maire d'Amboise et conseiller général d'Indre-et-Loire. Il est élu à l'Académie française en 1988. Il décède en 1996.

Historique de la conservation.

En 1993, quelques mois avant sa mort, Michel Debré a remis ses archives à la Fondation nationale des sciences politiques. Si son fonds illustre l'ensemble de sa carrière publique, quelques pièces symboliques en ont été distraites. C'est le cas de cet ensemble de notes et correspondance originales échangées avec le général de Gaulle qui a été revendiqué par la direction des Archives de France, en décembre 2008, alors qu'il faisait l'objet d'une vente aux enchères publiques. Il devrait constituer le socle sur lequel viendra prendre place le fonds Debré.

Présentation du contenu.

- 98 AJ 1. Notes de Michel Debré au général de Gaulle (1945, 1959-1962).
- 98 AJ 2. Correspondance et notes du général de Gaulle, président de la République, à Michel Debré, Premier ministre puis ministre de l'Économie et des

Finances (1959-1962, 1966, 1968).

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5/AG/1, les archives de la présidence de la République sous le général de Gaulle, de janvier 1959 à avril 1969.

Le fonds d'archives de Michel Debré est conservé à l'heure actuelle par la Fondation nationale des sciences politiques.

Bibliographie.

SAMUEL (Patrick), *Michel Debré, l'architecte du Général*, Suresnes, Arnaud Franel, 2000.
Who's who ?

500 AJ (ex 500 AP)

FONDS VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Dates extrêmes : 1962-1993.

Importance matérielle : 345 cartons (500/AJ/1-348) ; 40 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : dépôt initial, 8 juillet 1981 (en cours d'accroissement).

Conditions d'accès : sur autorisation ; fonds conservé à la Section du XX^e siècle.

Instrument de recherche : rép. num. dact., par P. Geneste, 2008, 108 p.

Notice biographique.

Né en 1926 à Coblenz (Allemagne), Valéry Giscard d'Estaing fait ses études à Clermont-Ferrand et à Paris avant de s'engager à 18 ans dans la Première Armée française, commandée par le général de Lattre. Après la guerre, il entre à l'École polytechnique puis à l'École nationale d'administration. Il en sort inspecteur des Finances (1954). Il est ensuite attaché puis conseiller dans les cabinets d'Edgar Faure, sous la IV^e République. Partisan du retour au pouvoir du général de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing est nommé secrétaire d'État aux Finances (1959-1962) puis ministre des Finances et des Affaires économiques (1962-1966). Il est l'instigateur du plan de stabilisation de 1963 (restriction des crédits, blocage des prix, contrôle des changes) pour enrayer l'inflation. Au moment de la scission du Centre national des indépendants, il fonde la Fédération nationale des Républicains indépendants, alliée à la majorité gaulliste, qu'il préside de 1966 à 1974. Ministre de l'Économie et des Finances (1969-1974) sous la Présidence de Georges Pompidou, il devient président de la République en mai 1974. Battu par François Mitterrand en mai 1981, il se consacre à une carrière politique essentiellement régionale et européenne : président du Conseil régional d'Auvergne (1986-2004) et de l'UDF (1988-1996), favorable à l'Union économique et politique de l'Europe, il dirige la liste commune UDF-RPR lors des élections européennes de 1989. Parlementaire européen (1989-1993), il assume également ses responsabilités de député du Puy-de-Dôme entre 1956 et 2002. Lors du conseil européen de Laeken en décembre 2001, il est nommé à la tête de la Convention sur l'avenir de l'Europe qui a pour but de simplifier les différents traités européens en rédigeant un projet de traité constitutionnel. Valéry Giscard d'Estaing présente la Constitution européenne le 15 juillet 2003. Cette même année, il est élu membre de l'Académie française.

Historique de la conservation.

Les Archives nationales peut se féliciter de conserver dans ses dépôts des fonds d'archives d'hommes politiques de premier plan. Parmi eux, le fonds remis par Valéry Giscard d'Estaing revêt un caractère particulier : il s'agit de papiers d'un homme qui a, d'une part, obtenu la magistrature suprême, d'autre part joué un rôle fondamental dans la politique des archives en France. Deux ans après avoir offert à la France une loi sur les archives qui stipule notamment que les documents qui procèdent de l'activité de l'État sont des archives publiques et doivent être traités comme tels, Valéry Giscard d'Estaing met en place et inaugure le protocole de remise des archives de la Présidence de la République, témoignage à la fois d'une grande sensibilité à l'Histoire que ses écrits n'ont pas démentie mais aussi d'un véritable souci de

transparence. Trois ensembles de dossiers ne pouvaient pas être pris en compte comme procédant de l'activité présidentielle : à la différence des archives Pompidou où l'on trouve quelques traces de l'activité du Premier ministre et de la campagne de 1969, les dossiers de Valéry Giscard d'Estaing ont été organisés d'une manière archivistiquement plus rationnelle par les Archives nationales : ainsi les archives qui avaient été transférées en 1974 par quelques membres du cabinet du ministre des Finances au palais de l'Élysée et les dossiers des campagnes présidentielles de 1974 et 1981, de nature strictement privée, ont été extraits du fonds de la Présidence et traités séparément avant d'être fusionnés. Ils constituent désormais un seul et même fonds, toujours alimenté par son producteur principal qui y a dernièrement intégré des dossiers produits après 1981 ainsi que de nombreuses photographies.

Présentation du contenu.

- 500 AJ 1-264. Le ministre de l'Économie et des Finances (1962-1966 et 1969-1974).
 - 1-103. Dossiers du ministre.
 - 104-152. Dossiers de Jean Sérésé.
 - 153-172. Dossiers de Xavier Gouyou-Beauchamps.
 - 173-238. Dossiers de François Polge de Combret.
 - 239-259. Dossiers de Jean-Pierre Ruault.
 - 260-264. Dossiers de Philippe Sauzay.
- 500 AJ 265-317. Les campagnes des élections présidentielles de 1974 et 1981.
 - 265-272. Élections présidentielles de 1974.
 - 273-317. Élections présidentielles de 1981.
- 500 AJ 318-348. L'après 1981.
- 500 AJ NC. Photographies.

Sources complémentaires.

Les Archives nationales (site de Paris) conservent, sous la cote 5/AG/3, les archives de la présidence de la République sous Valéry Giscard d'Estaing, de mai 1974 à mai 1981. On consultera également le fonds de Philippe Sauzay conservé sous la cote 95/AJ.

Bibliographie.

ABADIE (Frédéric) et CORCELETTE (Jean-Pierre), *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Nouveau monde, 2009.

GENESTE (Pascal), assisté de CHATELAIN (Violaine) et VITALI (Gabrièle), *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing. 1974-1981*, Paris, Archives nationales, Somogy éditions d'art, 2007, 707 p.

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris, Perrin, 1990, p. 932-933.
Who's who ?